

Comité local pour l'emploi



Des disparités nord-sud dans un territoire associant emploi public
et savoir-faire industriel

mars 2026

Vesoul

L'information sur
Emploi • Formation • Orientation en région

Comité local pour l'emploi



Vesoul

SOMMAIRE



03 SYNTHÈSE

- 03 > Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?
- 03 > Le territoire est-il attractif ?
- 04 > Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
- 06 > L'emploi progresse-t-il ?
- 07 > Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?
- 07 > Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
- 09 > Quels niveaux de formation et de qualification ?
- 10 > Quel niveau de précarité sur le territoire ?

11 FORCES - FAIBLESSES

21 SOURCES DE DONNÉES BIBLIOGRAPHIE



Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?¹



Un enjeu lié au vieillissement de la population, notamment au nord du territoire

Le territoire d'intervention du **CLPE de Vesoul** est très rural à l'exception de la communauté d'agglomération de Vesoul. Les Epci qui le composent sont majoritairement des Epci ruraux avec des classes moyennes ou plutôt aisées. Il fait partie des CLPE comptant moins de 100 000 habitants (18^e CLPE sur 26) et il est caractérisé par une **faible densité de population**.

Sa population stagne entre les deux derniers recensements (2016 et 2022). Le vieillissement de la population, notamment au nord du CLPE, génère un solde naturel négatif. Il concerne également la population active et devrait perdurer selon les projections de population.

Le **vieillissement de la population** crée, par ailleurs, des besoins de soins de proximité et de services à domicile. Or, au nord du territoire, l'accès aux équipements et aux services est plus difficile et la population est très dépendante de la voiture.

Plus globalement, le nord du CLPE est davantage touché par ces tendances démographiques négatives : la population y diminue plus fortement et le vieillissement y est plus marqué. **La situation est plus favorable dans les communes du sud du territoire** qui bénéficient de la proximité de Besançon et de son offre de services développée, tout comme d'autres territoires proches d'une grande agglomération.



En savoir plus...

Le territoire est-il attractif ?

Une fonction résidentielle au sud du territoire, comme de nombreux CLPE ruraux à proximité de grandes agglomérations



Si le territoire du CLPE de Vesoul perd de la population du point de vue du solde naturel, son **solde migratoire est positif**. Cette attractivité résidentielle se vérifie dans les deux EPCI du sud du territoire, à l'inverse du nord. Elle permet au CLPE de compenser globalement le solde naturel négatif et maintenir sa population entre les deux derniers recensements.

La **mobilité domicile-travail est relativement importante pour les habitants du territoire**. 26 % des actifs du CLPE travaillent à l'extérieur du territoire. Cette mobilité est cependant plus faible que les territoires voisins : 36 % pour le CLPE de Gray et 41 % pour le CLPE de Lure-Luxeuil-Héricourt. Ces "sortants" travaillent principalement dans les territoires du CLPE de Besançon et, dans une moindre mesure, dans les territoires des CLPE de Gray et de Lure-Luxeuil-Héricourt.

Le **territoire est attractif du point de vue économique comme le montre l'arrivée de travailleurs pendulaires**. Ainsi, 25 % des emplois dans le CLPE sont occupés par des actifs qui résident à l'extérieur. Ces "entrants" sont, pour la plupart, issus des CLPE limitrophes : CLPE de Lure-Luxeuil-Héricourt et, de façon moins importante, des CLPE de Besançon et de Gray.

¹ Les sources de données utilisées dans ce document sont consultables page 17.



Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



L'emploi public au coeur du territoire et un savoir-faire industriel

La proportion d'emplois tertiaires non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) est supérieure de près de 4 points dans le territoire par rapport au niveau régional. En effet, le territoire est le chef-lieu de département, il héberge également le groupe hospitalier de la Haute-Saône, des EHPAD et un centre hospitalier spécialisé, acteur régional majeur en psychiatrie et santé mentale. L'emploi public du territoire couvre également l'enseignement primaire, secondaire et universitaire.

Le service public, reposant pour l'essentiel sur les agents publics, manque de moyens humains, comme en témoignent les problématiques de métiers en tension à l'instar du secteur privé. Dans le secteur de la santé, les problématiques de sous-effectifs indiquent une situation sanitaire très fragile, dans un département marqué par des difficultés d'accès aux soins et un contexte de vieillissement de la population.

L'emploi industriel est une autre spécificité du territoire du CLPE de Vesoul, particulièrement dans les secteurs de la Fabrication de matériel de transports, la Fabrication des produits informatiques, électroniques et optiques et la Production et distribution d'eau, gestion des déchets. La part des emplois dans ces secteurs est également supérieure à la moyenne régionale.

Le territoire souffre du recul structurel de l'emploi industriel sur le long terme. La concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements est également une fragilité pour le territoire. En effet, **le groupe Stellantis, implanté à Vesoul, est un centre logistique mondial des pièces de rechange et accessoires.** Il représente une part importante de l'emploi industriel du territoire. **Sur la période récente, l'emploi industriel progresse,** alors qu'il est orienté à la baisse en région (entre les deux derniers recensements de la population). Cette hausse se vérifie dans les secteurs de la Fabrication d'équipements électriques, la Fabrication de machines et équipements et la Production et distribution d'eau : assainissement, gestion des déchets et dépollution. Parmi **les secteurs industriels moteurs du territoire, la Fabrication de matériels de transport, les Industries agroalimentaires (présence d'Euroserum à Port-sur-Saône) et la Métallurgie-fabrication de produits métalliques affichent une baisse.**

Au contraire, le **secteur de la construction** (le bâtiment et les travaux publics principalement), moins présent dans le territoire qu'en région, a connu une **hausse conséquente de l'emploi entre les deux derniers recensement de la population.** Cette hausse est plus importante que celle relevée à l'échelon régionale

Dans **le tertiaire marchand** (commerce, transport et entreposage, hôtellerie-restauration...), les secteurs qui emploient le plus d'actifs sont le Commerce, les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim), les Autres activités de services et le Transport-entreposage. **Le nombre d'emplois est en hausse dans le secteur marchand entre les deux derniers recensements de la population.** Cette progression, identique à celle mesurée en région, se vérifie dans le Commerce et réparation automobile et les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim). En revanche, une baisse est enregistrée dans les Autres activités de services, les Activités financières et d'assurance et les Arts, spectacles et activités récréatives. L'emploi dans le Transport entreposage stagne pendant cette période.

Enfin, la **proportion d'emplois dans le secteur agricole est proche de la moyenne régionale**. Ce secteur enregistre une **hausse de l'emploi, entre les deux derniers recensements de la population, soit une tendance inverse à celle relevée à l'échelon régional**. Dans le territoire du CLPE de Vesoul, la production agricole s'oriente vers les bovins lait, bovins viande, bovins mixte, la polyculture et/ou le polyélevage. La filière lait valorise ses productions sous signe de qualité (IGP Emmental, IGP Gruyère, IGP Cancoillotte).

Tous secteurs d'activité confondus, l'emploi progresse dans le territoire du CLPE de Vesoul entre les deux derniers recensements. Cette hausse est légèrement plus élevée qu'au niveau régional.



En savoir plus...

Des attentes en termes de transition écologique

Le besoin de logement et de rénovation, les usages de l'eau, les mobilités, l'accès aux soins et à la formation, etc. placent les services publics au coeur de la transition écologique. Ainsi, au besoin de redimensionnement financier et humain des services publics, s'ajoute désormais l'enjeu du financement d'une transition écologique. **L'industrie** est également concernée au regard des problématiques **de décarbonation des processus de production**, tout comme le **transport généré par ces activités**. En complément, même si le **secteur agricole** représente une part relativement faible de l'emploi du territoire, il est particulièrement exposé aux changements climatiques en raison des sécheresses de plus en plus fréquentes ou encore de la concentration de fortes précipitations qui pèsent sur la qualité des productions. **L'évolution des attentes sociétales, l'orientation de l'agriculture vers des pratiques plus durables** et plus respectueuses de la nature impactent également le secteur. Enfin, **l'importante proportion d'actifs mobiles** et la forte dépendance à la voiture posent la question de la **transition vers une mobilité moins émettrice de carbone**.

SOURCES UTILISÉES POUR ANALYSER L'EMPLOI

• Le Recensement de la population (Rp) de l'INSEE pour l'emploi total (pages 4 et 5)

Le Rp de l'INSEE permet de réaliser **une analyse structurelle de l'emploi**.

C'est la seule source de données permettant d'observer l'emploi total au lieu de travail : emploi privé, public, salarié, non salarié. Il est le résultat d'un sondage de la population sur 5 ans (exemple : de 2020 à 2024 pour le Rp millésimé 2022).

• Les données URSSAF pour l'emploi salarié privé (ci-dessous)

Les données URSSAF sont plus récentes mais moins complètes que celles issues du Rp de l'INSEE. Elles permettent de **compléter l'analyse par des informations plus conjoncturelles**.

Elles couvrent l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel cotisant aux URSSAF.

Elles n'incluent donc pas :

- les établissements du secteur public,
- les établissements relevant du régime agricole (suivis par la MSA),
- les particuliers employeurs et
- les actifs non salariés (chefs d'entreprise, indépendants, etc.).

L'emploi progresse t-il ?



Une baisse de l'emploi salarié privé, plus importante qu'en région

Après une baisse continue de l'emploi salarié privé de 2016 à 2020, contrairement à la tendance observée au niveau régional, l'emploi a progressé entre 2020 et 2023, comme l'emploi régional. Néanmoins, **depuis 2023, la baisse de l'emploi salarié privé s'est à nouveau installée, de façon plus importante qu'à l'échelon régional. Sur le court terme récent (3e trimestre 2024-3e trimestre 2025), cette baisse s'observe dans tous les secteurs (notamment celui de l'industrie) à l'exception du commerce où l'emploi stagne.**

Les quatre premières activités les plus en déclin en termes de volumes d'emploi, sur cette dernière période, sont les Activités des agences de publicités, le Transport routiers de fret interurbains, la Construction de véhicules automobiles et les Activités hospitalières. En revanche, une hausse de l'emploi salarié privé est constatée dans certains secteurs relevant du tertiaire marchand. Les quatre premières activités, dont la croissance est la plus forte en volumes d'emploi, sont : les **Hypermarchés** (+30 salariés, soit +6 % de l'emploi salarié privé de ce secteur), les **Activités juridiques** (+27 salariés, soit +27 % de l'emploi salarié privé de ce secteur), le **Commerce de voitures et véhicules automobiles** (+20 salariés, soit +9 % de l'emploi salarié privé de ce secteur) et le **Commerce de gros de matériel agricole** (+19 salariés, soit +8 % de l'emploi salarié privé de ce secteur).

Il est à noter que, **dans l'Industrie, l'activité des Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation est orientée à la hausse, à l'inverse de la Construction de véhicules automobiles.**

La tendance négative de l'emploi vaut également pour l'emploi intérimaire à l'échelle de la Haute-Saône (entre le 2^e trimestre 2024 et 2025). Néanmoins, **les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) enregistrées dans le CLPE par l'Urssaf progressent de 5 % en un an** (octobre 2024 - octobre 2025). **La hausse des embauches s'appuie presque exclusivement sur le secteur des services** qui rassemble 93 % des DPAE. À l'inverse, une baisse est relevée principalement dans l'industrie, puis dans la construction et le commerce.

Les évolutions des déclarations préalables à l'embauche diffèrent selon le profil des actifs. Les embauches de femmes augmentent alors qu'elles diminuent pour les hommes et les embauches de personnes âgées de 25 à 49 ans augmentent plus fortement que pour les seniors.



En savoir plus...

Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



Des évolutions à surveiller

Récemment (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025), **le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC progresse plus fortement qu'en Brc**. Cette augmentation touche particulièrement les jeunes. Les femmes sont légèrement plus représentées parmi les demandeurs d'emploi ABC qu'au plan régional. Il est à noter que la part des demandeurs d'emploi ABC longue durée, très longue durée et la part des bénéficiaires du Rsa sont plus faibles qu'au niveau régional. Toutefois, le niveau de formation des demandeurs d'emploi ABC est plus faible et la part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi y est plus importante.

Comme en région, **le nombre d'offres d'emploi enregistrées par France Travail diminue sur un an** (octobre 2024-septembre 2025) et cette baisse est plus importante qu'au niveau régional. Les cantons de Port-sur-Saône et Vesoul 2 sont les plus touchés par cette diminution. Les baisses mesurées dans les services (dont l'intérim) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie et la construction, sont à l'origine de cette évolution. Le nombre d'offres enregistrées dans le commerce reste stable.

Enfin, comme en région, les emplois durables rassemblent la plus importante part des offres d'emploi (54 %) mais ils connaissent également la plus forte baisse (-30 %).



En savoir plus...

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



Une offre de formation relativement développée et en lien avec les spécificités locales

L'offre de formation initiale

L'offre de formation initiale par voie scolaire s'articule autour de cinq lycées (dont un lycée agricole), trois MFR, trois sites universitaires et un établissement de formation sanitaire et social à Vesoul, Vaivre-et-Montoille, Montbozon, Rioz et Combeaufontaine. En complément de l'offre par voie scolaire, 19 établissements proposent des formations en apprentissage dont 15 à Vesoul ou à proximité, deux au sud du CLPE, un à Port-sur-Saône et un à Combeaufontaine. Le territoire est donc relativement bien couvert sauf pour les habitants du nord, pour lesquels se pose la problématique de mobilité pour accéder à la formation. Pour ces derniers, l'offre de formation limitée peut ainsi être la cause de départs de jeunes qui ne reviennent pas nécessairement dans le territoire à la fin de leurs études.

L'offre de formation initiale présente dans le territoire du CLPE reflète, pour partie, les caractéristiques de l'emploi local². Ainsi, pour l'industrie, les spécialités de formation en Structures métalliques (du CAP au BTS), Technologies de commandes des transformations industrielles (du Bac pro au BUT), Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Bac pro) et Technologies industrielles fondamentales (Bac techno et Licence pro) sont présentes. En complément, les formations dans les domaines Transport-logistique (BUT, Licence pro) et Maintenance et mécanique automobile (du CAP au BTS) sont recensées et peuvent alimenter, entre autres, la filière automobile présente sur le territoire. La spécificité Santé et social de l'emploi local apparaît également via des diplômes d'État d'aide-soignant, d'accompagnant éducatif et social, d'infirmier, des Bac pro Accompagnement, soins et services à la personne et Services aux personnes et animation dans les territoires, des CAP Accompagnant éducatif petite enfance, etc. Le tertiaire marchand est également présent à travers une offre de formation en Commerce-vente et Hôtellerie-restauration. Enfin, des formations transverses en Comptabilité gestion, Ressources humaines, Secrétariat et un Master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation dans le 1^{er} degré sont aussi proposées et font écho à une autre spécificité du territoire.

L'offre de formation pour demandeurs d'emploi

L'offre de formation continue, financée sur fonds publics et destinée aux demandeurs d'emploi, inclut, dans le CLPE de Vesoul, **des formations certifiantes** de niveau CAP jusqu'au niveau Bac ainsi qu'une formation d'infirmière de niveau Bac+3 et des formations sans niveau spécifique en lien avec la création d'entreprise (dont entreprise agricole). Les publics peuvent également bénéficier de **formations en amont de la qualification (Daq, Dispositif de formation linguistique, Français langue étrangère...)**. Ces dispositifs ont pour objectifs de construire un projet professionnel, de remobiliser ou d'acquérir des compétences complémentaires préalables à un parcours qualifiant ou à une insertion professionnelle.

Parmi les formations certifiantes, le niveau CAP est le plus fréquent car l'offre de formation est construite pour répondre prioritairement aux besoins de qualification des publics les moins qualifiés et les plus fragiles. Concernant ce niveau, les spécialités de formation en lien avec la structure de l'emploi local sont à nouveau présentes avec une offre relative aux **spécialités Sanitaire et sociale** (exemple : Plateforme de formation préparant aux métiers des services à la personne, DE AES, Titre professionnel ADVF ou Agent de service médico-social). Au regard des besoins dans l'industrie, l'offre de formation propose diverses spécialités de formation telles que **Structures métalliques** (ex: Titre paritaire à finalité professionnelle soudeur industriel), **Technologies de commandes des transformations industrielles** (ex : CAP opérateur-régleur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière), **Mécanique générale/ mécanique électricité** (ex : Titre professionnel opérateur-régleur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière, POEC - Titre paritaire à finalité professionnelle Opérateur(trice) en maintenance industrielle et **Métallurgie** (ex: Productions industrielles).



² Avertissement

La relation formation-emploi n'est pas toujours directe et linéaire. Une personne sortant de formation n'exercera pas nécessairement le métier en lien avec la formation suivie et ne s'insérera pas obligatoirement dans le secteur d'activité attendu. En outre, une proportion de sortants formés sur le territoire est susceptible de le quitter pour poursuivre leur parcours professionnel.

L'offre de formation dans le domaine **Transport-Logistique** (ex : Titres professionnels conducteur de transport en commun sur route, préparateur de commandes en entrepôt, etc.) peut alimenter, entre autres, la filière automobile présente sur le territoire.

Les formations de niveau Bac concernent les spécialités Secrétariat, bureautique (Fonctions transverses de l'entreprise), Santé (Diplôme d'État d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture, Animation (BPJEPS animation socio-éducative ou culturelle), Agriculture (Bp responsable d'entreprise agricole) et BTP (Technicien du bâtiment communicant et connecté).

Cette offre de formation certifiante destinée aux demandeurs d'emploi se situe en grande majorité à Vesoul ou à proximité, ainsi qu'au sud du territoire à Rioz et Montbozon pour deux formations (l'une dans le BTP, l'autre dans les Services aux personnes) ce qui soulève, de nouveau, la problématique de la mobilité pour accéder à la formation, d'autant plus pour des publics parfois fragiles. Les personnes résidant au sud du territoire du CLPE peuvent bénéficier d'une offre de formation plus développée, à proximité, dans le CLPE de Besançon.

L'offre de formation en amont de la qualification permet de quadriller le territoire avec un site au nord, un site au sud et 2 sites à Vesoul ou à proximité.



En savoir plus...

Quels niveaux de formation et de qualification ?



Un plus faible niveau de formation et de qualification

La structure de l'emploi, en lien avec les besoins de l'économie locale, et l'offre de formation sur le territoire influent sur le niveau de formation de la population du territoire.

D'une part, **la proportion de personnes non diplômées et de niveau CAP est légèrement plus élevée** dans le CLPE de Vesoul qu'en BFC, à l'inverse de celles de diplômés de l'enseignement supérieur de niveau Bac +5 ou plus. **L'offre universitaire est moins étoffée que dans les grandes agglomérations**, ce qui influe sans doute également sur le niveau de formation des jeunes. **Ces derniers sont moins nombreux à être diplômés de niveau Bac +5 et plus nombreux à avoir un niveau Bac qu'en moyenne régionale**. Ce constat de plus faibles niveaux de formation se vérifie également parmi les demandeurs d'emploi du territoire.

D'autre part, le niveau de qualification des actifs en emploi, en lien avec la structure locale de l'emploi, est légèrement plus faible dans le territoire qu'en région. **Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont moins nombreux, en proportion, que les ouvriers, notamment non qualifiés**. Une élévation du niveau de qualification des actifs en emploi du territoire est toutefois enregistrée entre les deux derniers recensements de la population.



En savoir plus...

Quel niveau de précarité sur le territoire ?



Des disparités infra-territoriales

Dans le CLPE de Vesoul, les indicateurs de précarité se situent globalement au même niveau que la moyenne régionale (part des jeunes non diplômés, part de Jeunes inactifs ou au chômage (Jic), part des demandeurs d'emploi longue durée, etc.). **Cependant, ce CLPE affiche une part relativement importante de la population résidant au sein de zones reconnues comme fragiles sur le plan socio-économique.** Pour être classé en zone de revitalisation rurale (ZRR), un EPCI doit avoir à la fois une faible densité de population et un faible revenu fiscal par unité de consommation. **Des situations de précarité existent donc, mais de manière très différenciée selon les territoires composant le CLPE.**

En effet, elles sont **davantage fréquentes dans la communauté de commune des Hauts du Val-de-Saône et dans la communauté d'agglomération de Vesoul**, avec un niveau de vie inférieur à la moyenne régionale, un taux de pauvreté plus élevé et des facteurs de risque d'illettrisme plus soutenus. **En milieu rural**, comme c'est le cas au nord du territoire, **ces problématiques sont souvent plus durables car les opportunités de retour à l'emploi et d'accès la formation sont plus limitées.** En outre, ce constat soulève la **problématique de la mobilité** pour accéder à l'emploi et à la formation. Ces difficultés structurelles, liées à l'éloignement de pôles d'emplois importants et aux contraintes de mobilité pour se former ou accéder à l'emploi, ne sont pas spécifiques au nord du CLPE. Elles concernent également l'ensemble du nord du département de la Haute-Saône et, plus généralement, les territoires ruraux voisins de la Région Grand Est.

Des personnes en emploi peuvent également être en situation de précarité au sein du territoire. Certaines caractéristiques des emplois pourraient laisser entrevoir ce type de situation, notamment au regard de la **part plus importante d'ouvriers non qualifiés et des emplois en intérim.**



En savoir plus...



Forces / Faiblesses



Vesoul



- Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?

Un enjeu lié au vieillissement de la population, notamment au nord du territoire



- Le territoire est-il attractif ?

Une fonction résidentielle au sud du territoire, comme de nombreux CLPE ruraux à proximité de grandes agglomérations



- Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?

L'emploi public au coeur du territoire et un savoir-faire industriel



- L'emploi progresse-t-il ?

Une baisse de l'emploi salarié privé, plus importante qu'en région



- Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?

Des évolutions à surveiller



- Quelle offre de formation accessible ?

Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

Une offre de formation relativement développée et en lien avec les spécificités locales



- Quels niveaux de formation et de qualification ?

Un plus faible niveau de formation et de qualification qu'au niveau régional



- Quel niveau de précarité sur le territoire ?

Des disparités infra-territoriales



Forces



Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?



Le territoire est-il attractif ?



Faiblesses

- Un territoire rural bénéficiant d'une agglomération. Plus de 100 000 habitants résident dans ce CLPE soit 3,8 % de la population de BFC.

- Un territoire rural, moins peuplé au nord, avec une faible densité de population (18 habitants/km² dans la Cc des Hauts du Val de Saône, contre 45 habitants/km² dans la Cc du Pays riolais).

- Proximité de Besançon au sud, de Belfort-Montbéliard à l'Est.
- Accessibilité par train à Lure et Belfort. Renforcement de l'attractivité du Pays riolais avec l'amélioration de la RN 57.
- Solde entrées - sorties positif qui compense le déficit naturel.
- Attractivité résidentielle comme le montre les arrivées de travailleurs extérieurs.



- Absence d'autoroute et une seule voie ferrée TER ligne Vesoul-Lure-Belfort : des conséquences sur la mobilité

- Hausse de la population dans la Cc du Pays riolais, au sud du territoire (étalement périurbain de Besançon), entre les deux derniers recensements de la population.
- Stagnation de la population du CLPE, dans un département qui en perd



- Le nord du CLPE est davantage touché par les tendances démographiques négatives (Cc des Hauts du Val de Saône) : la population diminue plus fortement et le vieillissement y est plus marqué. Vieillissement qui concerne également la population active dont les actifs en emploi et qui devrait perdurer.
- Le vieillissement de la population engendre des besoins de soins de proximité, de services à domicile. Or, au nord du territoire, l'accès aux équipements et aux services est plus difficile et la population est très dépendante de la voiture.
- Enjeu de vieillissement-accompagnement de la dépendance : accès aux services et aux équipements des personnes âgées, des besoins d'emplois dans la santé et les services à domicile.

- Importante mobilité domicile-travail : 26 % des actifs du CLPE travaillent à l'extérieur. Principaux lieux de travail des sortants : CLPE de Besançon et, dans une moindre mesure, dans les territoires des CLPE de Gray et de Lure-Luxeuil-Héricourt.
- Attractivité économique : 25 % des emplois dans le CLPE sont occupés par des actifs qui résident à l'extérieur. Principaux lieux de résidence des entrants : CLPE de Lure-Luxeuil-Héricourt et, dans une moindre mesure, les CLPE de Besançon et de Gray.



- Dépendance à la voiture.



- Solde de navetteurs négatif au final



Forces

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



Faiblesses

• Proportion d'emplois dans l'agriculture plus faible qu'au niveau régional : bovin lait, bovin viande, bovin mixte et polyculture/poly-élevage.

• Légère hausse de l'emploi agricole dans un contexte de baisse, au plan régional, entre les 2 derniers recensements de la population (2016 et 2022). Attention les volumes d'emplois sont faibles.

• Plus fortes proportions d'emplois dans l'industrie qu'en région.
- Secteurs industriels les plus employeurs : Fabrication de matériel de transports, Métallurgie et fabrication de produits métalliques, Industries agro-alimentaires (notamment avec l'industrie laitière), Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et équipements, Fabrication de machines et équipements électriques, Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution, Fabrication de produits informatiques.

- Secteurs industriels les plus spécifiques du territoire : Fabrication de matériel de transports, Fabrication des produits informatiques, électroniques et optiques, Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution.

- Hausse de l'emploi industriel, entre les deux derniers recensements de la population, contre une baisse en région. Hausse qui se vérifie dans les secteurs : Fabrication des produits informatiques, électroniques et optiques, Fabrication de machines et équipements, Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution.

• La proportion d'emplois tertiaires non marchands est supérieure de près de 4 points dans le territoire par rapport au niveau régional : secteurs Activités pour la santé humaine, Administration publique et Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement surreprésentés.

- Hausse de l'emploi dans l'Administration publique entre les deux derniers recensements de la population.

• Secteur tertiaire marchand en hausse entre les deux derniers recensements de la population, comparable à l'évolution régionale. Tendance qui se vérifie dans les secteurs : Commerce
Activités de services administratifs et de soutien (dont intérim)

• Baisse de l'emploi dans la construction entre les deux derniers recensements de la population.

• Hausse globale de l'emploi entre les deux derniers recensements de la population. Hausse toutefois moins élevée qu'à l'échelon régional.

• Peu de productions valorisées sous signe de qualité (AOC, AOP, IGP...) excepté la filière lait (IGP Emmental, IGP Gruyère, IGP Cancoillotte).

• Exposition aux changements climatiques. Sécheresses / concentration de fortes précipitations qui impactent la qualité des productions par exemple.

• Concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements
Le groupe Stellantis implanté à Vesoul regroupe environ 3 800 salariés, soit une part très importante de l'emploi industriel du territoire.

- Hausse du coût de l'énergie : enjeu écologique, de décarbonation des processus de production industrielle.

- Recul structurel de l'emploi industriel sur le plus long terme.

• Baisse de l'emploi dans l'industrie agro-alimentaire (-4,3 %) et légère baisse de l'emploi (-1,1 %) dans la métallurgie et fabrication de produits métalliques entre les deux derniers recensements de la population

• Baisse des emplois dans le secteur tertiaire non marchand entre les deux derniers recensements de la population (-2,8 % contre -0,8 % en région).
Secteurs concernés par la baisse : Enseignement, Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement et Activités pour la santé humaine.

• Sous-représentation du secteur tertiaire marchand (commerce, transport et entreposage, hôtellerie-restauration...)
Secteurs tertiaires marchands les plus employeurs : Commerce
Activités de services administratifs et de soutien (dont intérim)
Autres activités de services (réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, coiffure, services funéraires, etc.)
Transports et entreposage

• Baisse de l'emploi dans les secteurs Autres activités de services (réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, coiffure, services funéraires, etc.), Activités financières et d'assurance, Transports et entreposage et Arts, spectacles et activités récréatives entre les deux derniers recensements.

• Secteur de la construction moins présent dans le territoire qu'en région



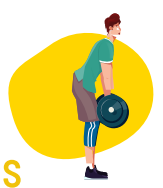
Forces

L'emploi progresse-t-il ?

(Données URSSAF : emploi salarié privé hors emploi agricole, public et non salarié)



Faiblesses



• Sur le long terme (2014-2025), quasi stagnation de l'emploi salarié privé, alors que l'emploi salarié augmente en région.

• Sur le court terme (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025) : baisse dans tous les secteurs à l'exception du commerce qui stagne. Les activités d'hypermarchés ont suivi le plus fort accroissement de leurs effectifs salariés avec 30 emplois supplémentaires en un an, soit une progression de 6 % devant les Activités juridiques (+27 % soit 27 emplois supplémentaires), le Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers (+9 %, soit 20 emplois supplémentaires) et le Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole (+8 %, soit 19 emplois supplémentaires).

• Hausse de l'emploi intérimaire en Haute-Saône contre une stabilité en région (2^e trim. 2024-2^e trim. 2025). Dans le CLPE de Vesoul : près des ¾ des emplois intérimaires sont dans l'industrie, 89 % d'ouvriers.

• Hausse des embauches (+5 % des déclarations préalables à l'embauche de octobre 2024 à octobre 2025) contre une baisse en BFC (-2 %). Hausse plus soutenue pour les femmes (+18 %), les 25-49 ans (+7 %) et les CDD de moins d'un mois (+35 %). Hausse des embauches uniquement dans le secteur des services (+6 %)

➔ • Sur le court terme (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025) : baisse de l'emploi salarié privé comme en région et dans le département (-1 %). Baisse plus importante dans l'industrie.

• La baisse de l'emploi salarié privé est plus marquée dans les secteurs :
Activité des agences de publicités,
Transports routiers de fret interurbains
Construction de véhicule automobile
Activités hospitalières

• Légère baisse de l'emploi dans le secteur de la construction.

➔ • Au cours de la même période, baisse des embauches principalement dans l'industrie (-21 %). Baisse moins forte dans la construction (-7 %) et l'agriculture (-6 %) et dans le commerce (-10 %). Baisse des embauches pour les hommes. Baisse des embauches en CDI (-9 %)

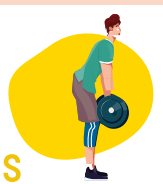


Forces

Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



Faiblesses



• La part des demandeurs d'emploi ABC longue durée, très longue durée et la part des bénéficiaires du RSA sont plus faibles qu'au niveau régional.

• Un volume d'offres d'emploi enregistrées par France Travail qui se maintient, sur un an (octobre 2024 - septembre 2025), dans le secteur du commerce.

• Enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) 2025 de France Travail : 2 150 projets de recrutements dans le CLPE. 70 % des projets dans les services (dont notamment dans la santé humaine et l'action sociale), 10 % dans l'industrie, 10 % dans le commerce, 7 % dans la construction et 4 % dans l'agriculture.

➔ • 42 % de chômeurs de longue durée parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC, en hausse sur un an (3^eT 2024-2025). La part des demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi est plus importante qu'en moyenne régionale. Le niveau de formation des demandeurs d'emploi ABC est plus faible qu'en BFC

➔ • Baisse de 28 % du nombre d'offres d'emploi enregistrées par France Travail sur un an (octobre 2024 - septembre 2025), contre -16 % en BFC. Baisse plus importante pour les emplois durables (-30 % contre -21 % pour l'emploi occasionnel.)

➔ • 58 % de projets jugés difficiles par les employeurs (identique à la moyenne régionale et très proche de la valeur départementale).



Forces

Quels niveaux de formation et de qualification ?



Faiblesses

- Relative proximité de Besançon et de Belfort-Montbéliard pour accéder à une offre de formation plus étoffée.

- L'offre de formation est assez développée sur le territoire, avec notamment un accès à des études universitaires.

- Proportion d'employés qualifiés plus élevée au sein du CLPE (46 % contre 42 % au niveau de la région) et d'ouvriers qualifiés (12 % contre 10 %), au détriment des employés non qualifiés (20 % contre 23 %).

- Hausse du niveau de qualification : hausse du nombre d'ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, de techniciens, d'ouvriers qualifiés de type industriel, contre une baisse du nombre d'employés (à l'exception des employés du commerce), d'ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport, d'ouvriers qualifiés de type artisanal et d'ouvriers non qualifiés.

- Un niveau de formation de la population plus faible qu'en région (pour les 15-64 ans et les 15-29 ans) : davantage de non diplômés, de niveau CAP, moins de diplômés de l'enseignement supérieur.

- Situation liée, pour partie, aux besoins de l'économie locale et à l'offre de formation sur le territoire qui impose d'être mobile pour accéder à l'exhaustivité de l'offre de formation, notamment dans l'enseignement supérieur.

- L'accès à la formation limitée pour les habitants du nord du territoire peut entraîner des départs de jeunes qui ne reviennent pas nécessairement dans le territoire à la fin de leurs études.

- Un plus faible niveau de qualification des actifs en emploi en lien avec la structure locale de l'emploi : moins de cadres et professions intellectuelles supérieures et plus d'ouvriers notamment non qualifiés dans le CLPE de Vesoul par rapport au niveau régional.

- Des demandeurs d'emploi de catégories ABC de plus faible niveau de formation qu'en région : 46 % d'entre eux ont un niveau de formation supérieur au Bac, contre 50 % dans la région. Dans le CLPE, 36 % des demandeurs d'emploi possèdent un niveau CAP contre 32 % dans la région.



Forces



Faiblesses

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



- Maillage territorial développé dans un CLPE rural : 5 lycées (dont un lycée agricole), 3 MFR et trois sites universitaires en voie scolaire à Vesoul ou à proximité, au sud du territoire et à Combeaufontaine (une MFR). En complément de l'offre par voie scolaire, 19 établissements proposent des formations en apprentissage dont 15 à Vesoul ou à proximité, deux au sud du CLPE, un à Port-sur-Saône et un à Combeaufontaine.
- Offre de formation en apprentissage développée, même dans le supérieur, à l'exception du nord du territoire :
 - Niveau Bac+2 : multiples formations dans les domaines de l'accueil, hôtellerie, tourisme, ressources humaines, commerce et vente, industrie, services aux personnes...
 - Niveau Licence : plusieurs formations dans les domaines commerce, vente, industrie, transport, santé...
- Présence du Campus des métiers et des qualifications Agroéquipements ainsi que d'Agrocampus à Vesoul, reconnus pour leur savoir-faire en matière de machinisme agricole. Le CMQ Agroéquipements, porté par le lycée agricole de Vesoul, travaille depuis plusieurs années sur un projet de station hydrogène au sein d'une exploitation agricole. L'établissement se prépare aussi à accueillir le premier tracteur à hydrogène de la région en 2026.
- Partenariat entre Eurosérum-Sodiaal (Port-sur-Saône) et l'IUT Besançon-Vesoul (départements Chimie, Génie industriel et maintenance, etc.)
- Relative proximité d'une offre de formation plus exhaustive à Besançon ou Belfort/Montbéliard

- Offre de formation absente au nord du territoire, ce qui pose la question de la mobilité pour accéder à la formation.
- Quel avenir pour les établissements scolaires du territoire au regard des perspectives de fort vieillissement et de baisse de la population, notamment au nord du territoire ?
- Offre de formation Niveau Bac+2 limitée en voie scolaire : dépendance de la capacité des entreprises locales à recruter des apprentis, mobilité nécessaire.

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses

• Offre de formation initiale sous statut d'élève

Les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

- **Santé et social** : Bac techno sciences et technologies de la santé et du social, Bac pro Accompagnement, soins et services à la personne, Services aux personnes et animation dans les territoires, De Aide-soignant, AES et Infirmier.

- **Administration publique** : Bac techno STMG, Bac pro assistance à la gestion des organisations et de leurs activités, BTS support à l'action managériale et Master MEEF

- Pour alimenter le secteur de l'**industrie**, l'offre de formation disponible sur le territoire porte sur :

- **Structures métalliques** : CAP Métallier / Réalisations industrielles en chaudronnerie ou soudage / Bac Pro Technicien en chaudronnerie industrielle / BTS conception des processus de réalisation de produits

- **Technologies de commandes des transformations industrielles** : 2nde pro métiers de la réalisation d'ensembles mécaniques et industriels / métiers du pilotage et de la maintenance d'installations automatisées, BTS Conception et réalisation de systèmes automatiques, BUT génie industriel et maintenance parcours management méthodes et maintenance innovante

- **Technologies industrielles fondamentales** : bac techno STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable), Licence pro mention maintenance et technologie : systèmes pluritechniques

- **Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité** : Bac pro Maintenance des systèmes de production connectés, Technicien en réalisation de produits mécaniques option réalisation et suivi de productions

L'offre de formation dans le domaine **Transport-logistique** peut alimenter, entre autres, la filière automobile du territoire : BUT management de la logistique et des transports parcours mobilité et supply chain connectées et Licence professionnelle mention logistique et transports internationaux

D'autres formations sont également accessibles en électricité, énergie, en agriculture et aménagement paysager, ou encore dans le commerce et l'hôtellerie-restauration.

➔ • Absence d'offre de formation de niveau CAP à BTS dans le domaine de la logistique

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses

• Offre de formation initiale en apprentissage :

Les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

- **Santé et social et Services aux personnes** : Bac pro animation - enfance et personnes âgées, Titre Pro assistant de vie aux familles, DE Aide-soignant, AES et Infirmier, Titre professionnel conseiller en insertion professionnelle, CAP accompagnant éducatif petite enfance

- **Administration publique** : comptabilité et gestion (niveau Bac à BUT), secrétariat bureautique et RH

- Pour alimenter le secteur de l'**industrie**, l'offre de formation disponible sur le territoire porte sur :

• Structures métalliques : du niveau CAP à BTS :

CAP carrossier automobile, peintre automobile, réalisations industrielles en chaudronnerie ou soudage, Bac pro carrossier peintre automobile, technicien en chaudronnerie industrielle, BTS architectures en métal : conception et réalisation, conception des processus de réalisation de produits

• **Technologies de commandes des transformations industrielles** : BTS conception et réalisation de systèmes automatiques, BTS maintenance des systèmes option systèmes de production et BUT spécialité génie industriel et maintenance - parcours Management, méthodes, maintenance innovante

• **Technologies industrielles fondamentales** : Licence pro mention maintenance et technologie : systèmes pluri techniques et Licence pro métrologie

• **Spécialités pluri technologiques mécanique-électricité** : Bac pro maintenance des systèmes de production connectés, Bac pro technicien en réalisation de produits mécaniques option réalisation et suivi de productions et BTS maintenance des véhicules

• **Moteurs et mécanique automobile** : du niveau CAP à BTS :

CAP maintenance des matériels, CAP maintenance des véhicules + TP mécanicien automobile

Bac pro maintenance des matériels agricoles + Bac pro maintenance des matériels + Bac pro maintenance des véhicules + Titre pro. technicien électromécanicien automobile

BTS techniques et services en matériels agricoles

L'offre de formation dans le domaine **Transport-logistique** peut alimenter, entre autres, la filière automobile présente sur le territoire : BUT spécialité management de la logistique et des transports

→ • Absence d'offre de formation de niveau CAP à BTS dans le domaine de la logistique

D'autres formations sont également accessibles en électricité, énergie, agriculture, agroéquipement, travail du bois, aménagement paysager, BTP, coiffure, esthétique, sport et animation, formation professionnelle d'adultes ou encore dans le commerce et l'hôtellerie-restauration.

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses

• Offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi sur financements publics :

Parmi les formations en amont de la qualification, le DAQ, le DFL/FLE et École des parents (OEPRE) sont présentes.

Parmi les formations certifiantes, les caractéristiques de la structure de l'emploi apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

- Santé et social et Services aux personnes :

Niveau CAP : Plateforme de formation préparant aux métiers des services à la personne, DE AES, Titre pro. ADVF ou Agent de service médico-social

Niveau Bac : DE Aide-soignant, DE Auxiliaire de puériculture

Niveau Licence : DE Infirmier

- Administration publique : Fonctions transverses de l'entreprise (Entreprise d'entraînement pédagogique) -

- Pour alimenter le secteur de la **fabrication de matériel de transports**, l'offre de formation disponible sur le territoire porter sur :

- **Structures métalliques** : (niveau CAP) Titre paritaire à finalité professionnelle soudeur industrie

- **Technologies de commandes des transformations industrielles** : (niveau CAP) CQP opérateur-régleur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière

- **Mécanique générale et Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité** : Titre pro. opérateur-régleur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière, POEC - Titre paritaire à finalité professionnelle Opérateur(trice) en maintenance industrielle

- **Métallurgie** : Productions industrielles (niveau CAP)

L'offre de formation dans le domaine **Transport-logistique** peut alimenter, entre autres, la filière automobile présente sur le territoire : Titre professionnel préparateur de commandes en entrepôt (niveau CAP), Titre professionnel conducteur de transport en commun sur route et conducteur du transport routier de marchandises sur porteur.

D'autres formations sont également accessibles en agriculture, industrie textile, BTP, agro-alimentaire, alimentation, cuisine, sport et animation et dans la création d'entreprise.

- Concentration de l'offre de formation à Vesoul sauf 2 formations à Rioz (SAP et DAQ)

- Pas de formation dans la spécialité - Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement



Forces

Quel niveau de précarité sur le territoire ?



Faiblesses

- Taux de pauvreté plus faible dans la Communauté de commune (Cc) du Pays Riolois

- Part de jeunes non diplômés identique à la part régionale

- Moins de population en QPV (Quartiers prioritaires de la politique de la ville) qu'en Bfc. Part de résidents en QPV parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC plus faible qu'en région (-3 points)

- Part de bénéficiaires du Rsa parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC plus faible qu'en région (-1 point)

- Niveau de vie inférieur à la moyenne régionale au nord (Cc des Hauts du Val de Saône)

- ➔ Taux de pauvreté élevé dans la communauté d'agglomération de Vesoul (16,3 %) et la Cc des Hauts du Val de Saône (17,6 %)

- Légèrement plus de Jeunes inactifs ou chômeurs (Jic) qu'en Bfc.

- ➔ Précarité fréquemment durable en milieu rural : opportunités de retour à l'emploi, d'accès la formation limitées et problématiques de mobilité.

- ➔ 1 QPV à Vesoul : Rêpes - Montmarin - Grand Grésil

- Part de bénéficiaire de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH) parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC plus forte qu'en région (+3 points)

- Davantage de population en Zone de revitalisation rurale (ZRR) qu'au plan régional.

- Facteurs de risque d'illettrisme élevés à l'exception du sud du territoire (Cc du Pays Riolois et Cc du Pays de Montbozon et du Chanois). Par contre, risque accru dans la Cc des Hauts du Val de Saône

- Accès aux équipements et aux services plus difficiles au nord du CLPE

- Forte dépendance à la voiture notamment au nord.

Sources de données

Datavisualisation Emfor, DREETS BFC, France Travail, INSEE, URSSAF

Bibliographie

Emfor



- Les Comités locaux pour l'emploi BFC : indicateurs emploi-formation
- État des lieux socio-économique des zones d'emploi de BFC - Synthèse
- Des clés pour comprendre son territoire - Encas pro

DREETS BFC



- Indicateurs statistiques territoriaux CLPE

France Travail : Regards sur et Chiffres clés par CLPE



- Regards sur... par territoire de CLPE
- Les Chiffres clés par territoire de CLPE

INSEE



- Une économie haut-saônoise résiliente
- 111 bassins de vie polarisent les habitudes de vie des habitants
- 159 000 habitants dans les 62 quartiers prioritaires de la ville
- Atlas des fragilités territoriales en Bourgogne-Franche-Comté
- Du rural isolé au rural proche des villes : 4 types d'intercommunalités
- La dorsale : un système urbain discontinu
- Bourgogne-Franche-Comté - Première région rurale de France
- Statistiques locales

Outil de diagnostic, de prospective, d'évaluation, d'aide à la décision et d'information au service des décideurs publics sur les champs de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de l'insertion, Emfor Bourgogne-Franche-Comté est financé dans le cadre du contrat de plan État-Région 2021-2027.

Emfor Bourgogne-Franche-Comté est membre du réseau national des CARIF-OREF.

Siège
Espace Lafayette
8 rue Alfred de Vigny
25000 **Besançon**
tél 03 81 25 52 25

Site de Dijon
Immeuble le Citadin
13 rue Auguste Frémiet
21000 **Dijon**
tél. 03 80 54 14 14

www.emfor-bfc.org
contact@emfor-bfc.org